

RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2022, comparativement aux périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2021

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 9 août 2022. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2022, en comparaison des périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2021. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société pour les périodes closes les 30 juin 2022 et 2021 et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le présent rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Les déclarations prospectives englobent, sans s'y limiter, les prévisions financières et d'autres déclarations présentées à la rubrique intitulée « Perspectives » ci-après, qui sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, le contexte politique général, la conjoncture économique et la situation des marchés (y compris l'incidence de la pandémie du coronavirus [COVID-19]), l'évolution de la demande des clients pour les produits et services de la Société, les prix de vente des produits, la disponibilité et le coût des matières premières, les fluctuations des taux de change, la capacité de la Société à se procurer des capitaux, ainsi que les facteurs et hypothèses auxquels on réfère dans le présent document ainsi que dans les documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IFRS ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada ») – Partie 1, applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, incluant notamment, IAS 34, *Information financière intermédiaire*. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de

presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones est le chef de file en matière de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société fournit des poteaux en bois à l'ensemble des grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. Stella-Jones fournit aussi des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. Ces catégories de produits liées aux infrastructures représentent, en général, environ entre 70 et 75 % des ventes réalisées par la Société.

La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité et d'accessoires à usage résidentiel de première qualité qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante des activités de la Société dans ce secteur consiste à desservir le marché canadien par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

Stella-Jones poursuit avec succès une stratégie de consolidation dans l'industrie des produits en bois traité sous pression et a réalisé plus de 20 acquisitions depuis 2003. Ces acquisitions ont permis à la Société d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. La stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

Stella-Jones possède une capacité démontrée à consolider les industries dans lesquelles elle est présente tout en générant de la croissance, interne et par le biais d'acquisitions, et en livrant d'excellents résultats. Ce bilan de réussites sert d'assise à la génération de flux de trésorerie robustes qui permettent à la Société de réinvestir continuellement dans ses activités et de remettre du capital aux actionnaires par le biais d'augmentations régulières des dividendes et de rachats d'actions.

La Société exploite 42 usines de traitement du bois, 13 installations d'écorçage de poteaux et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau de distribution. En date du 30 juin 2022, les effectifs de la Société s'élevaient à environ 2 490 employés.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

NOTRE MISSION

Stella-Jones vise à devenir le chef de file au chapitre de la performance dans les secteurs d'activité où elle est présente, en plus d'être un citoyen corporatif exemplaire, qui agit avec intégrité et respecte des normes rigoureuses en matière de considérations environnementales, sociales et de gouvernance.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire, respectueux de l'individu, inclusif et stimulant et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, les pratiques de travail innovantes et l'optimisation de ses ressources ainsi qu'en investissant dans ses effectifs au moyen de la formation et du développement qui favoriseront l'avancement professionnel dans l'ensemble de l'organisation que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

NOTRE STRATÉGIE

La stratégie de Stella-Jones vise à consolider sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits et dans ses marchés clés, grâce à la croissance interne, l'efficacité de son réseau, l'innovation et la réalisation d'acquisitions rentables. La Société demeure à l'affût d'opportunités liées aux infrastructures ainsi que d'autres occasions stratégiques afin de tirer parti de son vaste réseau, de sa clientèle bien établie, de son approvisionnement en fibre et de ses nombreux avantages concurrentiels, et qui contribueront également à sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société s'est engagée à intégrer les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans ses décisions d'affaires quotidiennes et ses stratégies, reconnaissant que la prise en compte de ces facteurs la rendra plus résiliente, agile et durable.

Gestion du capital

La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre la croissance des investissements et la remise de capital aux actionnaires.

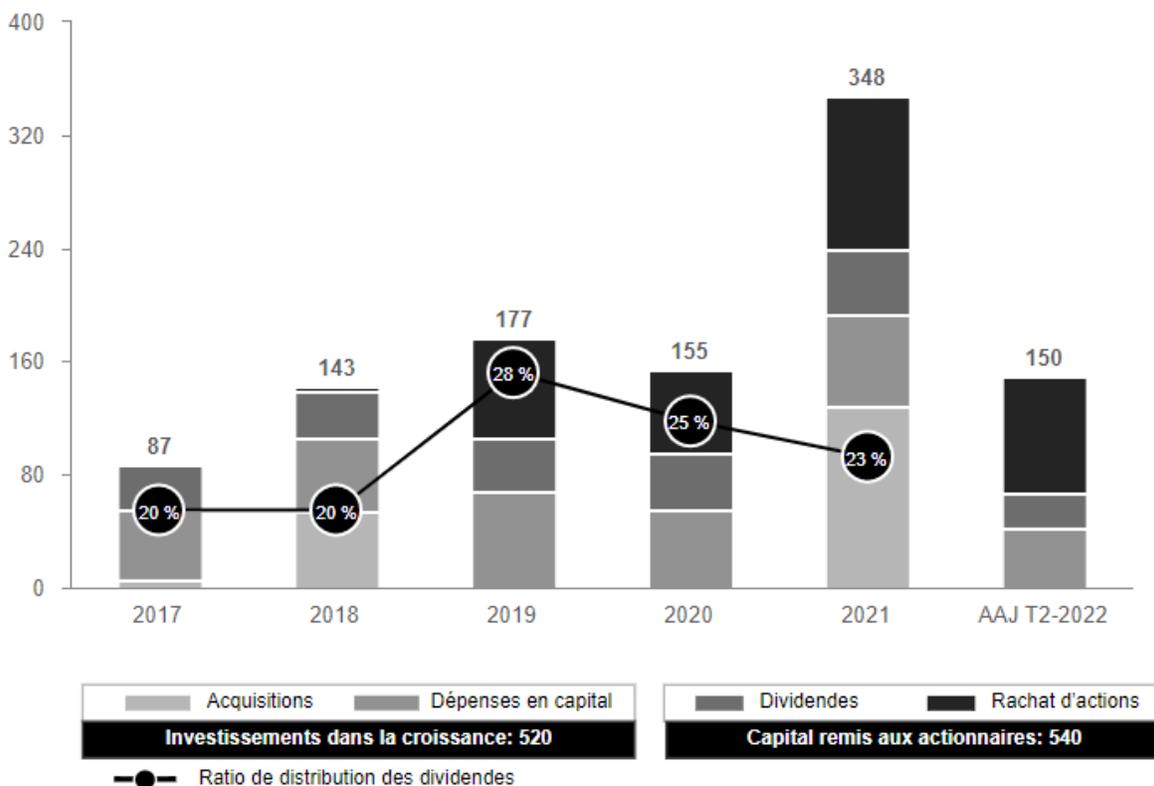
La stratégie actuelle de la Société est de :

- Continuer d'investir de 50 à 60 millions \$ annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable, ainsi que de soutenir sa croissance interne et sa productivité;
- Élargir le programme de dépenses en immobilisations et investir de 90 à 100 millions \$ supplémentaires au cours de la période s'échelonnant de 2022 à 2024 afin de soutenir la croissance anticipée de sa catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action déclaré du précédent exercice;
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais du rachat d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio dette nette/BAIIA de 2,0 x à 2,5 x, mais la Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou encore financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2017 se résume comme suit :

(en millions \$, à l'exception des %)



PERSPECTIVES

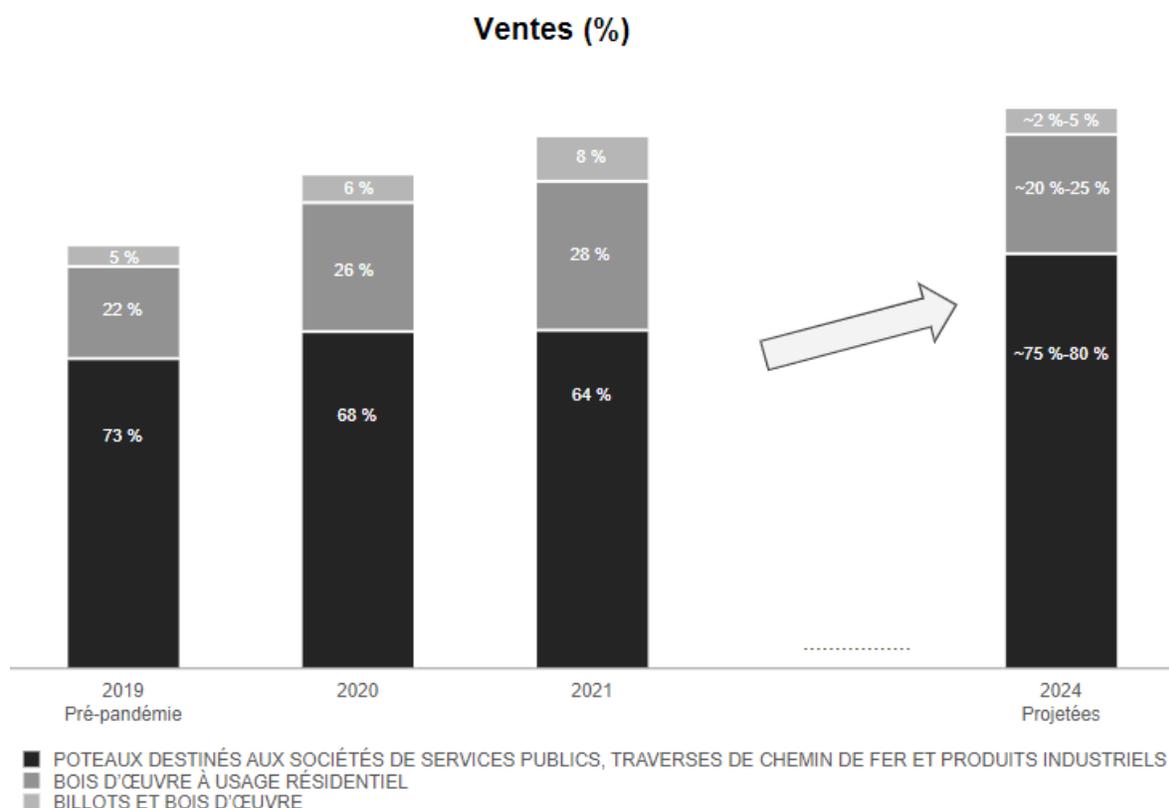
Les ventes de Stella-Jones sont principalement réalisées auprès d'entreprises liées aux infrastructures névralgiques. Bien que toutes les catégories de produits puissent connaître des fluctuations à court terme, le volume d'affaires repose essentiellement sur les besoins de programmes d'entretien et de remplacement qui font l'objet d'une planification à long terme. Pour cadrer avec cet horizon à plus long terme, ainsi que dans le but de mieux rendre compte du rythme prévu des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel et de réduire l'impact de la volatilité du prix des produits de base, la Société a pris la décision en 2022 de formuler ses prévisions dans une perspective triennale.

Poursuite de la croissance des ventes et du BAIIA :

La Société prévoit de générer jusqu'en 2024 un taux de croissance annuel composé des ventes avoisinant 5 % par rapport aux niveaux pré-pandémiques de 2019 et a comme objectif de maintenir une marge du BAIIA⁽¹⁾ d'approximativement 15 % pour la période s'échelonnant de 2022 à 2024.

⁽¹⁾ Il s'agit d'un ratio non conforme aux PCGR qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse le comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

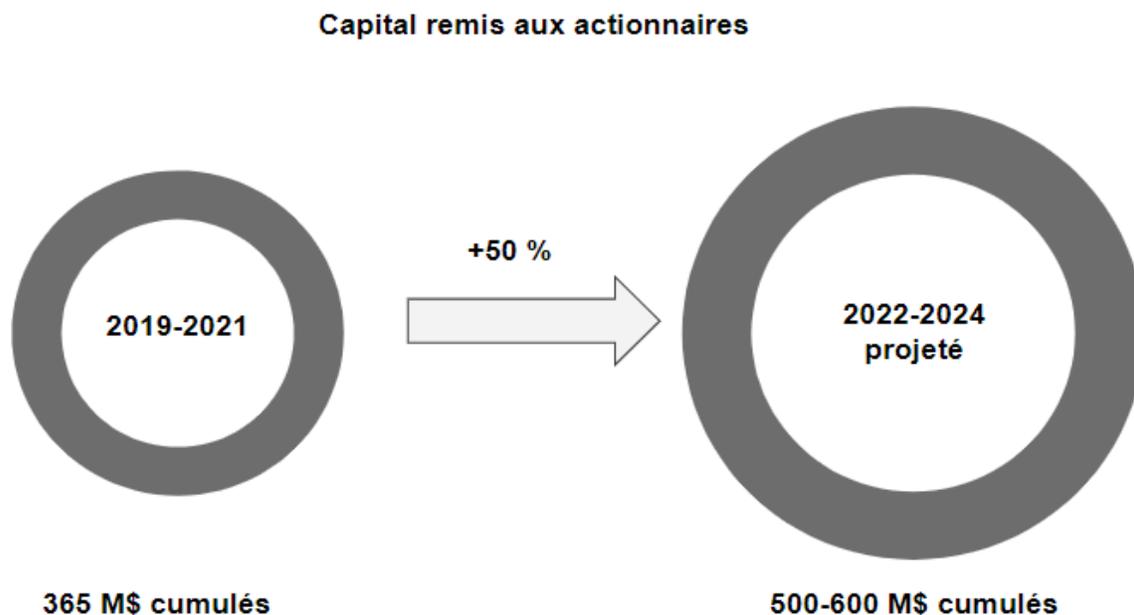
Au cours des trois prochaines années, la Société anticipe une croissance soutenue de ses activités liées aux infrastructures, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels. Elle compte exploiter le plein potentiel de la capacité supplémentaire que lui procurent ses plus récentes acquisitions de Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. et Cahaba Timber, Inc. (collectivement « Cahaba ») et mettre à contribution ses dépenses en immobilisations additionnelles prévues pour répondre à la demande croissante de sa clientèle liée aux infrastructures. Étant donné la normalisation anticipée des prix de marché du bois d'œuvre et la croissance prévue de ses activités liées aux infrastructures, la Société prévoit que d'ici 2024, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se stabiliseront autour de 20 % à 25 % de ses ventes totales prévues.



La Société compte réaliser d'autres acquisitions susceptibles de contribuer à la poursuite de la croissance dans ses catégories de produits liés aux infrastructures. Stella-Jones examine également des occasions de croissance dans des secteurs d'activité adjacents où elle pourrait mettre à contribution ses connaissances fondamentales et ses attributs clés pour générer des flux de trésorerie robustes et soutenus qui permettront à la Société de réinvestir dans ses activités, réaliser d'autres acquisitions et remettre du capital aux actionnaires.

Mettre à profit les flux de trésorerie robustes générés :

Compte tenu de ses perspectives triennales actuelles, la Société prévoit de remettre aux actionnaires un montant approximatif de 500 à 600 millions \$ pendant la période 2022-2024. En ce qui a trait aux acquisitions stratégiques, la Société prévoit d'augmenter son effet de levier pour financer de telles opportunités. Concernant sa stratégie d'affectation des capitaux, la Société vise un ratio d'endettement de 2,0 x à 2,5 x et pourrait temporairement dévier et dépasser cette cible pour réaliser des acquisitions.



Catégories de produits

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Dans le secteur des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la Société s'attend à ce que les investissements dans les infrastructures de services publics au cours des prochaines années alimentent la demande et contribuent à rehausser la rentabilité grâce à l'accroissement des volumes et la hausse des prix de vente. La croissance interne devrait profiter de l'accroissement de la demande générée par les programmes d'entretien et de la vente de poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu, mais pourrait également bénéficier de l'expansion des réseaux à large bande ainsi que des autres investissements visant à répondre à l'accroissement de la demande et de l'utilisation des véhicules électriques. Pour la période s'échelonnant de 2022 à 2024, la Société prévoit d'enregistrer une croissance interne à un chiffre dans le haut de la fourchette dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics.

Avec la fin de la production mondiale du pentachlorophénol (« penta ») en décembre 2021 par son unique producteur, Stella-Jones est aux premières loges de la transition vers une solution de préservation de rechange et échange avec des clients sur les autres produits disponibles. La Société collabore étroitement avec un fournisseur expérimenté afin de commencer l'utilisation du DCOI, un produit de préservation à base d'huile pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en utilisant en parallèle son stock restant de penta. Stella-Jones est en bonne voie pour effectuer tous les investissements de capitaux nécessaires à la conversion de ses installations en vue de l'utilisation de produits de préservation de rechange pour mener cette transition.

Traverses de chemin de fer

Dans le secteur des traverses de chemin de fer, la demande soutenue générée par les programmes d'entretien et de remplacement contribuera à améliorer la rentabilité durant la période triennale en cours. La solidité du réseau d'approvisionnement de la Société et les investissements continus dans ses capacités d'approvisionnement permettront à la Société de continuer à répondre aux besoins de ses clients.

Axée sur l'efficacité de ses actifs et la protection de la santé et de la sécurité, la Société poursuivra la mise à niveau de ses actifs d'exploitation en tirant parti d'améliorations technologiques afin d'automatiser ses procédés de production.

Pour la période s'échelonnant de 2022 à 2024, la Société s'attend à une croissance à un chiffre dans le bas de la fourchette dans la catégorie des traverses de chemin de fer.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Stella-Jones a établi des relations de confiance avec de grands détaillants de bois d'œuvre à usage résidentiel à travers l'Amérique du Nord. Ces relations solides, jumelées à la vigueur des marchés de la construction d'habitations neuves et de la rénovation domiciliaire, devraient générer une demande durable à long terme pour cette catégorie de produits de la Société.

Après la montée sans précédent des prix du bois d'œuvre sur le marché en 2021, la Société croit que les prix de vente de bois d'œuvre à usage résidentiel se normaliseront au cours de la période triennale. Par conséquent, elle s'attend à ce que ses ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel diminuent par rapport aux niveaux atteints en 2021, et suppose que les ventes pour la période 2022-2024 surpassent d'environ 35 % leurs niveaux pré-pandémiques de 2019, en raison principalement des prix.

Autres hypothèses

La Société a formulé un certain nombre d'hypothèses économiques et de marché pour établir ses prévisions financières sur trois ans et présenter les déclarations de nature prospective contenues aux présentes.

Ces hypothèses comprennent, sans toutefois s'y limiter, les considérations suivantes :

- Il n'y aura aucune réduction importante des programmes d'entretien des grands clients dans les catégories des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics.
- Il n'y aura aucune perturbation majeure des activités de fabrication de la Société, de sa chaîne d'approvisionnement ou de ses réseaux de distribution.
- Le dollar canadien s'échangera en moyenne, à environ 1,25 \$ CA par dollar US, et les ventes réalisées aux États-Unis continueront à représenter environ 70 % des ventes totales.
- Les impacts d'éventuelles acquisitions ne sont pas pris en compte.

Ces perspectives sont présentées entièrement sous réserve des déclarations de nature prospective décrites dans le présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS

Aperçu général du deuxième trimestre de 2022

Les ventes au deuxième trimestre de 2022 se sont élevées à 907 millions \$, comparativement à 903 millions \$ lors du précédent exercice. Si on exclut l'incidence favorable de la conversion des devises ainsi que l'apport des acquisitions de Cahaba, les ventes de bois traité sous pression sont demeurées stables, tandis que les ventes de billots et de bois d'œuvre ont reculé de 33 millions \$. Les ventes de bois traité sous pression découlant des activités de la Société liées aux infrastructures, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels, ont enregistré une hausse de 10 % par rapport au deuxième trimestre de 2021, mais cette progression a été entièrement contrebalancée par la normalisation des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel. Grâce à la forte croissance des ventes liées aux infrastructures, la Société a dégagé un BAIIA⁽¹⁾ de 154 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, soit une marge de 17,0 %. En 2021, le BAIIA avait atteint un sommet de 180 millions \$ au deuxième trimestre, en raison essentiellement de la croissance exceptionnelle des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2022, Stella-Jones a utilisé les liquidités générées par ses activités d'exploitation de 228 millions \$ pour réduire l'endettement lié à l'investissement saisonnier dans le fonds de roulement au premier trimestre, investir dans ses dépenses en capital, verser des dividendes et poursuivre le rachat d'actions. Au 30 juin 2022, le ratio de la dette nette/BAIIA⁽¹⁾ s'établissait à 2,7 x, en raison principalement d'une baisse du BAIIA des douze derniers mois.

(1) Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

Faits saillants financiers – Deuxième trimestre de l'exercice 2022

Indicateurs clés choisis (en millions de dollars sauf les marges et les données par action)	T2-22	T2-21	Variation (\$)	Variation (%)
Résultats d'exploitation				
Ventes	907	903	4	— %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	173	197	(24)	(12 %)
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	19,1 %	21,8 %	s.o.	(270 pdb)
BAIIA ⁽¹⁾	154	180	(26)	(14 %)
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	17,0 %	20,0 %	s.o.	(300 pdb)
Résultat d'exploitation	133	161	(28)	(17 %)
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	14,7 %	17,8 %	s.o.	(310 pdb)
Résultat net	94	115	(21)	(18 %)
Résultat par action (« RPA ») – de base et dilué	1,51	1,76	(0,25)	(14 %)
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	228	173	55	
Activités de financement	(208)	(156)	(52)	
Activités d'investissement	(20)	(17)	(3)	
Situation financière	Au 30 juin, 2022	Au 31 décembre, 2021	Variation (\$)	
Actif courant	1 551	1 388	163	
Stocks	1 113	1 106	7	
Actif total	2 884	2 665	219	
Dette à long terme ⁽²⁾	820	734	86	
Obligations locatives ⁽²⁾	149	144	5	
Passif total	1 369	1 217	152	
Capitaux propres	1 515	1 448	67	
Autres données				
Ratio du fonds de roulement ⁽¹⁾	5,85	5,74		
Dette nette sur la capitalisation totale ⁽¹⁾	0,39:1	0,38:1		
Dette nette/BAIIA ⁽¹⁾	2,7 x	2,2 x		

(1) Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

(2) Incluant la partie courante.

Faits saillants financiers - six premiers mois de 2022

Indicateurs clés choisis (en millions \$, sauf les marges et les données par action)	Six premiers mois de 2022	Six premiers mois de 2021	Variation (\$)	Variation (%)
Résultats d'exploitation				
Ventes	1 558	1 526	32	2 %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	273	309	(36)	(12 %)
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	17,5 %	20,2 %	s.o.	(270 pdb)
BAIIA ⁽¹⁾	242	279	(37)	(13 %)
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	15,5 %	18,3 %	s.o.	(280 pdb)
Résultat d'exploitation	200	243	(43)	(18 %)
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	12,8 %	15,9 %	s.o.	(310 pdb)
Résultat net	140	171	(31)	(18 %)
RPA – de base et dilué	2,23	2,61	(0,38)	(15 %)
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	92	32	60	
Activités de financement	(50)	(1)	(49)	
Activités d'investissement	(42)	(31)	(11)	
Autres données				
Rendement sur les capitaux propres moyens ⁽¹⁾	13,2 %	19,9 %	s.o.	(670 pdb)
Rendement du capital moyen utilisé ⁽¹⁾	11,3 %	17,5 %	s.o.	(620 pdb)
Dividendes déclarés par action	0,40	0,36	0,04	11 %

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières à l’égard de « mesures financières déterminées » (telles qu’elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR comprennent :

- **Le bénéfice brut** : les ventes moins le coût des ventes
- **Le BAIIA** : le résultat d’exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d’utilisation et des immobilisations incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement)
- **Le capital moyen utilisé** : la moyenne de l’actif total moins le passif courant ne portant pas intérêt, calculée sur une base trimestrielle
- **La dette nette** : la somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante)

Les ratios non conformes aux PCGR comprennent :

- **La marge du bénéfice brut** : le bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante
- **La marge du BAIIA** : le BAIIA divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement du capital moyen utilisé** : le résultat d’exploitation des douze derniers mois (DDM) divisé par le capital moyen utilisé. Au premier trimestre de 2022, la Société a modifié la composition de ce ratio dans le but de mieux rendre compte de sa performance d’exploitation et de l’efficacité de son processus d’affectation des capitaux tout au long de la période visée.
- **La dette nette sur la capitalisation totale** : la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres
- **La dette nette/BAIIA** : la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois (DDM)

Les autres mesures financières déterminées comprennent :

- **La marge d’exploitation** : le résultat d’exploitation divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement sur les capitaux propres moyens** : le résultat net des douze derniers mois (DDM) divisé par les capitaux propres moyens
- **Le ratio du fonds de roulement** : l’actif courant divisé par le passif courant

La direction considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières constituent de l’information utile pour les investisseurs avertis relativement aux résultats d’exploitation, à la situation financière et aux flux de trésorerie de la Société puisqu’elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. La direction utilise des mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières pour faciliter la comparaison de sa performance opérationnelle et financière d’une période à l’autre, établir les budgets annuels, évaluer la capacité de la Société à assumer le service de la dette, à effectuer les dépenses en capital nécessaires et à combler ses besoins en fonds de roulement dans le futur, ainsi que pour évaluer le rendement de la haute direction. La direction utilise la dette nette pour calculer le niveau d’endettement de la Société, ses besoins de liquidité futurs et ses ratios de levier financier.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus comparables des PCGR.

Rapprochement du résultat d’exploitation avec le BAIIA (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Résultat d’exploitation	133	161	200	243
Dotation aux amortissements	21	19	42	36
BAIIA	154	180	242	279

Rapprochement de la dette à long terme avec la dette nette (en millions \$)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Dette à long terme incluant la partie courante	820	734
Plus :		
Obligations locatives incluant la partie courante	149	144
Dette nette	969	878
BAIIA (DDM)	363	400
Dette nette/BAIIA	2,7	2,2

Rapprochement du capital moyen utilisé ⁽¹⁾ (en millions \$)	Au 30 juin 2022	Au 30 juin 2021
Actif total moyen	2 709	2 543
Moins :		
Passif courant moyen	271	318
Plus :		
Partie courante moyenne des obligations locatives	35	33
Partie courante moyenne de la dette à long terme	28	35
Dette à court terme moyenne	—	27
Capital moyen utilisé	2 501	2 320

⁽¹⁾ Le capital moyen utilisé est calculé comme une moyenne sur douze mois du solde du capital utilisé au début de la période de douze mois et les soldes du capital utilisé à la fin de chacun des trimestres durant le reste de la période de douze mois.

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2022 et 2021. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2022		2021	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,27	1,25	1,27	1,26
Deuxième trimestre	1,28	1,29	1,23	1,24
Troisième trimestre			1,26	1,27
Quatrième trimestre			1,26	1,27
Exercice			1,25	1,27

- Taux moyen : L'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au cours du deuxième trimestre de 2022, comparativement au deuxième trimestre de 2021, a eu un impact positif sur les ventes et une incidence négative sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : L'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au 30 juin 2022, par rapport au 31 décembre 2021 a entraîné à une augmentation de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Ventes

Les ventes au deuxième trimestre de 2022 se sont élevées à 907 millions \$, en hausse de quatre millions \$, par rapport aux ventes de 903 \$ million réalisées lors de la période correspondante l'an dernier. Si on exclut l'impact positif de la conversion des devises de 22 millions \$ ainsi que l'apport des acquisitions de Cahaba de 15 millions \$, les ventes de bois traité sous pression se sont maintenues au même niveau qu'au deuxième trimestre de 2021. La hausse des prix de vente et l'augmentation des volumes des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi que les ajustements à la hausse des prix de vente des traverses de chemin de fer ont été contrebalancés par une baisse des volumes de traverses de chemin de fer et un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel, comme il est expliqué ci-après. La baisse des ventes de billots et de bois d'œuvre découle en grande partie d'une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T2 2021	236	216	330	36	818	85	903
Acquisitions	15	—	—	—	15	—	15
Incidence des taux de change	11	7	3	1	22	—	22
Croissance interne	54	(8)	(47)	1	—	(33)	(33)
T2 2022	316	215	286	38	855	52	907
Croissance interne %	23 %	(4 %)	(14 %)	3 %	— %	(39 %)	(4 %)

Pour les six premiers mois de 2022, les ventes se sont élevées à 1 558 millions \$, contre 1 526 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'impact positif de la conversion des devises de 22 millions \$, ainsi que l'apport des acquisitions de Cahaba de 30 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont augmenté de 21 millions \$, soit 2 %, tandis que les ventes de billots et de bois d'œuvre ont reculé de 41 millions \$. La croissance des ventes de bois traité sous pression d'un exercice sur l'autre résulte d'ajustements à la hausse des prix de vente et d'un accroissement de la demande générée par les programmes d'entretien et les projets nécessitant des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi que d'une hausse des prix de vente des traverses de chemin de fer. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par une baisse des volumes et des prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que par une diminution des volumes de traverses de chemin de fer, en particulier dans le créneau des exploitants de chemins de fer de catégorie 1, comme il est expliqué ci-après. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre, par rapport à la même période l'an dernier, est attribuable à une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
Six premiers mois de l'exercice 2021	442	374	496	64	1 376	150	1 526
Acquisitions	30	—	—	—	30	—	30
Incidence des taux de change	11	7	3	1	22	—	22
Croissance interne	87	9	(81)	6	21	(41)	(20)
Six premiers mois de l'exercice 2022	570	390	418	71	1 449	109	1 558
Croissance interne %	20 %	2 %	(16 %)	9 %	2 %	(27 %)	(1 %)

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 316 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, comparativement aux ventes de 236 millions \$ réalisées lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'effet de conversion des devises ainsi que l'apport des acquisitions de Cahaba, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont progressé de 54 millions \$, soit 23 %, grâce à des ajustements à la hausse des prix de vente en réponse à l'augmentation des coûts, ainsi qu'à l'amélioration continue de la demande générée par les programmes d'entretien et les projets nécessitant des poteaux. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 35 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2022, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont élevées à 570 millions \$, contre 442 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'effet de conversion des devises ainsi que l'apport des acquisitions de Cahaba, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics affichent une progression de 87 millions \$, soit 20 %, grâce à une forte augmentation des volumes et des prix de vente, ainsi qu'à une composition des ventes avantageuse découlant principalement de l'incidence de l'accroissement des volumes de vente des poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu.

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer ont reculé d'un million \$ pour s'établir à 215 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, comparativement aux ventes de 216 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont diminué de huit millions \$, soit 4 %, en raison principalement d'une baisse de la demande générée par les programmes d'entretien de certains exploitants de chemins de fer de catégorie 1, en partie contrebalancée par des ajustements favorables des prix de vente, essentiellement pour couvrir les coûts plus élevés de la fibre. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 24 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2022, les ventes de traverses de chemin de fer se sont chiffrées à 390 millions \$, comparativement à 374 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont progressé de neuf millions \$, soit 2 %, en raison principalement d'une hausse des prix de vente en réponse à l'augmentation des coûts, en partie contrebalancée par une baisse des volumes.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 44 millions \$ pour s'établir à 286 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, comparativement à des ventes de 330 millions \$ lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont baissé de 47 millions \$, soit 14 %. Ce recul est attribuable à une baisse des volumes de vente, résultant essentiellement d'un début de saison plus lent en raison de conditions météorologiques défavorables, ainsi que d'une baisse des prix de vente par rapport aux sommets atteints par les prix du bois d'œuvre sur le marché au deuxième trimestre de 2021. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 32 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2022, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont chiffrées à 418 millions \$ contre 496 millions \$ lors de la période correspondante l'an dernier. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 16 %, en raison d'une baisse des volumes et, dans une moindre mesure, de la baisse des prix de vente moyens sur le marché par rapport à l'exercice précédent. Bien que les ventes pour les six premiers mois de 2022 aient été moins élevées que les fortes ventes réalisées lors de la même période l'an dernier, elles ont affiché une progression de 65 % par rapport aux ventes de 253 millions \$ générées au cours de la première moitié de l'année pré-pandémique 2019.

Produits industriels

Les ventes de produits industriels se sont élevées à 38 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, comparativement à des ventes de 36 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice, en raison principalement d'une hausse des prix de vente des produits destinés aux projets de ponts ferroviaires et de passages à niveau. Les ventes de produits industriels ont représenté 4 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2022, les ventes de produits industriels ont atteint 71 millions \$, comparativement à 64 millions \$ lors de la période correspondante l'an dernier. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de produits industriels ont progressé de six millions \$, soit 9 %. La progression d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à un accroissement de la demande pour les pieux, les poutres et les tapis de grue en bois.

Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre ont diminué pour s'établir à 52 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, contre 85 millions \$ lors de la même période l'an dernier. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement en bois d'œuvre pour son programme de bois d'œuvre à usage résidentiel, du bois d'œuvre excédentaire est obtenu et revendu. La baisse des ventes est essentiellement attribuable à une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre, en comparaison de la même période l'an dernier. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 5 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2022, les ventes de billots et de bois d'œuvre se sont chiffrées à 109 millions \$, contre 150 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice.

Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 567 millions \$, soit 63 % des ventes au deuxième trimestre de 2022, ce qui représente une augmentation de 64 millions \$, ou 13 %, par rapport aux ventes de 503 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. La progression est principalement attribuable à une amélioration des prix de vente et de la demande pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi qu'à des ajustements à la hausse des prix de vente des traverses de chemin de fer, en partie contrebalancés par une baisse des volumes de traverses de chemin de fer et un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel. Les ventes réalisées en 2022 ont également bénéficié de l'impact favorable de l'appréciation de la valeur du dollar US par rapport au dollar canadien au deuxième trimestre de 2022, comparativement à la même période l'an dernier. Pour les six premiers mois de 2022, les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 1 041 millions \$, en hausse par rapport à 908 millions \$ lors de la même période l'an dernier.

Les ventes effectuées sur le marché canadien se sont chiffrées à 340 millions \$, soit 37 % des ventes au deuxième trimestre de 2022, en recul de 60 millions \$, ou 15 %, par rapport aux ventes de 400 millions \$ réalisées au deuxième trimestre du précédent exercice. Le recul est principalement attribuable à une baisse des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel et à une diminution des ventes de billots et de bois d'œuvre, en partie contrebalancées par une hausse des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics, des traverses de chemin de fer et des produits industriels. Pour les six premiers mois de 2022, les ventes effectuées au Canada se sont chiffrées à 517 millions \$, en baisse par rapport à 618 millions \$ lors de la même période l'an dernier.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est élevé à 734 millions \$, soit 80,9 % des ventes au deuxième trimestre de 2022. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 706 millions \$, ou 78,2 % des ventes lors de la période correspondante du précédent exercice. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des coûts des intrants de l'ensemble des catégories de produits en bois traité sous pression, au coût des ventes supplémentaire lié

aux acquisitions de Cahaba, ainsi qu'à l'incidence de l'appréciation du dollar US. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une baisse des volumes de vente attribuable à la diminution de la demande pour le bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que pour les billots et le bois d'œuvre.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 21 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, dont 18 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, comparativement à 19 millions \$ lors de la même période l'an dernier, alors que 16 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes. L'augmentation s'explique par la dotation aux amortissements supplémentaire attribuable aux immobilisations corporelles de Cahaba ainsi que par de nouveaux projets d'immobilisations.

Pour les six premiers mois de 2022, le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 1 285 millions \$, soit 82,5 % des ventes. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 1 217 millions \$, ou 79,8 % des ventes, lors de la période correspondante du précédent exercice. La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 42 millions \$, dont 35 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, comparativement à une dotation aux amortissements totale de 36 millions \$ lors de la même période l'an dernier, dont 30 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut s'est établi à 173 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, comparativement à 197 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice, ce qui représente des marges respectives de 19,1 % et 21,8 % des ventes. La diminution du bénéfice brut est essentiellement attribuable à la normalisation du bénéfice brut de la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, qui a plus que contrebalancé les hausses des prix de vente et l'accroissement des marges bénéficiaires qui en ont découlé dans les catégories des poteaux destinés aux sociétés de services publics et des traverses de chemin de fer.

Pour les six premiers mois de 2022, le bénéfice brut s'est chiffré à 273 millions \$, soit 17,5 % des ventes, comparativement à 309 millions \$, ou 20,2 % des ventes lors de la période correspondante du précédent exercice.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration au deuxième trimestre de 2022 se sont élevés à 39 millions \$, comparativement à 35 millions \$ lors de la même période l'an dernier, incluant une dotation aux amortissements de trois millions \$ lors des deux périodes. L'augmentation des frais de vente et d'administration est en grande partie attribuable à une hausse de la charge de rémunération, ainsi qu'à des honoraires supplémentaires de consultation professionnelle.

Pour les six premiers mois de 2022, les frais de vente et d'administration se sont chiffrés à 72 millions \$, contre 65 millions \$ lors de la même période l'an dernier, incluant une dotation aux amortissements de sept millions \$ en 2022 et de six millions \$ en 2021. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 4,2 % pour les six premiers mois de 2022, comparativement à 3,9 % lors de la période correspondante du précédent exercice.

Autres pertes, montant net

Pour le deuxième trimestre de 2022 et les six premiers mois de 2022, le montant net des autres pertes s'élève à un million \$, soit le même montant que lors des périodes correspondantes du précédent exercice.

Charges financières

Les charges financières se sont chiffrées à six millions \$ au deuxième trimestre de 2022, soit un montant inchangé par rapport aux charges de six millions \$ engagées lors de la période correspondante du précédent exercice. Pour les six premiers mois de 2022 et 2021, les charges financières se sont élevées à 12 millions \$.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Au deuxième trimestre de 2022, le résultat avant impôts s'est élevé à 127 millions \$, soit 14,0 % des ventes, contre 155 millions \$, ou 17,2 % des ventes lors de la période correspondante en 2021. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 33 millions \$, comparativement à 40 millions \$ lors de la même période l'an dernier, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 26 % pour les deux périodes.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2022, le résultat avant impôts s'est établi à 188 millions \$, soit 12,1 % des ventes, contre 231 millions \$, ou 15,1 % des ventes, lors de la période correspondante de 2021. La charge d'impôts a totalisé 48 millions \$, comparativement à 60 millions \$ lors de la même période l'an dernier, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 26 % pour les deux périodes.

Résultat net

Le résultat net pour le deuxième trimestre de 2022 s'est élevé à 94 millions \$, soit 1,51 \$ par action, comparativement à un résultat net de 115 millions \$, ou 1,76 \$ par action, lors de la période correspondante de 2021.

Pour les six premiers mois de 2022, le résultat net totalise 140 millions \$, soit 2,23 \$ par action, comparativement à 171 millions \$, ou 2,61 \$ par action, lors de la même période l'an dernier.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d’approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d’entretien estivaux. Les ventes de bois d’œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l’automne et à l’hiver, on observe une diminution de l’activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des dix derniers trimestres de la Société :

2022

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	651	907			
BAIIA ⁽¹⁾	88	154			
Résultat d’exploitation	67	133			
Résultat net de la période	46	94			
RPA – de base et dilué	0,73	1,51			

2021

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	623	903	679	545	2 750
BAIIA ⁽¹⁾	99	180	69	52	400
Résultat d’exploitation	82	161	51	32	326
Résultat net de la période	56	115	34	22	227
RPA – de base et dilué ⁽²⁾	0,85	1,76	0,52	0,34	3,49

2020

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	508	768	742	533	2 551
BAIIA ⁽¹⁾	63	120	132	70	385
Résultat d’exploitation	45	101	113	50	309
Résultat net de la période	28	69	79	34	210
RPA - de base et dilué	0,41	1,02	1,17	0,52	3,12

⁽¹⁾ Il s’agit d’une mesure financière non conforme aux PCGR qui n’a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l’on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d’autres émetteurs.

⁽²⁾ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l’ensemble de l’exercice.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. Au 30 juin 2022, la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien, comparativement au 31 décembre 2021 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change ») a donné lieu à une hausse du montant des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 30 juin 2022, le total de l'actif s'élevait à 2 884 millions \$, contre 2 665 millions \$ au 31 décembre 2021. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable à une hausse de l'actif courant, comme il est expliqué ci-après. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs en utilisant certaines rubriques des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière.

Actif (en millions \$)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021	Variation
Créances	378	230	148
Stocks	1 113	1 106	7
Autres	60	52	8
Total de l'actif courant	1 551	1 388	163
Immobilisations corporelles	659	629	30
Actifs au titre du droit d'utilisation	142	138	4
Immobilisations incorporelles	157	158	(1)
Goodwill	346	341	5
Autres	29	11	18
Total de l'actif non courant	1 333	1 277	56
Total de l'actif	2 884	2 665	219

Les créances, déduction faite de la provision pour pertes de crédit attendues d'un million \$, se chiffraient à 378 millions \$ au 30 juin 2022, comparativement à 230 millions \$ au 31 décembre 2021. La hausse est attribuable à l'augmentation habituelle de la demande saisonnière au deuxième trimestre, par rapport au quatrième trimestre de 2021. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des facilités avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées. Les créances sont comptabilisées après déduction des créances clients vendues durant le trimestre.

Les stocks s'élevaient à 1 113 millions \$ au 30 juin 2022, en hausse comparativement à 1 106 millions \$ au 31 décembre 2021. Cette légère hausse est attribuable à la hausse du coût moyen des matières premières qui a eu des répercussions sur l'ensemble des catégories de produits, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les stocks libellés en dollars US. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par une baisse des volumes de traverses de chemin de fer non traitées en raison du resserrement de l'offre de fibre sur le marché, ainsi que par la réduction saisonnière des niveaux de stocks de bois d'œuvre à usage résidentiel.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, d'importants stocks de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 659 millions \$ au 30 juin 2022, comparativement à 629 millions \$ au 31 décembre 2021. L'augmentation reflète l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant de 37 millions \$ au cours des six premiers mois de 2022, ainsi que l'effet de conversion des devises sur les immobilisations corporelles libellées en dollars US, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 15 millions \$ pour la période.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 142 millions \$ au 30 juin 2022, comparativement à 138 millions \$ au 31 décembre 2021. Les ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation, essentiellement du matériel roulant, d'un montant de 22 millions \$ au cours des six premiers mois de 2022, ainsi que l'effet de conversion des devises sur les actifs au titre du droit d'utilisation libellés en dollars US, ont été contrebalancés par une dotation aux amortissements de 20 millions \$ pour la période.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 157 millions \$ et 346 millions \$ au 30 juin 2022. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote, des coûts d'acquisition de logiciels et de droits de coupe. Au 31 décembre 2021, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 158 millions \$ et 341 millions \$. La diminution des immobilisations incorporelles découle d'une dotation aux amortissements de sept millions \$ qui a été, en grande partie, compensée par des dépenses engagées dans le cadre de l'implantation d'un progiciel de gestion intégrée (« PGI »). L'augmentation du goodwill s'explique par l'effet de conversion des devises sur le goodwill libellé en dollars US.

Passif

Au 30 juin 2022, le total du passif de Stella-Jones atteignait 1 369 millions \$, en hausse par rapport à 1 217 millions \$ au 31 décembre 2021. L'augmentation du total du passif reflète principalement la hausse du passif non courant, comme il est expliqué ci-après. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs en utilisant certaines rubriques des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière.

Passif (en millions \$)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	211	162	49
Partie courante de la dette à long terme	1	33	(32)
Partie courante des obligations locatives	37	35	2
Autres	16	12	4
Total du passif courant	265	242	23
Dette à long terme	819	701	118
Obligations locatives	112	109	3
Passifs d'impôt différé	152	137	15
Autres	21	28	(7)
Total du passif non courant	1 104	975	129
Total du passif	1 369	1 217	152

Le passif courant s'élevait à 265 millions \$ au 30 juin 2022, contre 242 millions \$ au 31 décembre 2021. Cette variation est principalement attribuable à une hausse de 49 millions \$ des comptes créditeurs et charges à payer, qui coïncide avec l'accroissement du volume d'affaires au deuxième trimestre de 2022, en partie contrebalancée par le remboursement de la facilité de crédit à terme non rotatif non garantie de 25 millions \$ US classée dans la partie courante de la dette à long terme au 31 décembre 2021.

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, a augmenté pour s'établir à 820 millions \$ au 30 juin 2022, comparativement à 734 millions \$ au 31 décembre 2021, comme il est expliqué ci-après.

Dette à long terme (en millions \$)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Facilités de crédit rotatif non garanties	299	252
Facilité de prêt à terme non garantie	322	253
Billets de premier rang non garantis	193	190
Facilité de crédit à terme non rotatif non garantie	—	32
Autres	6	7
Total de la dette à long terme	820	734

La dette à long terme s'élevait à 820 millions \$ au 30 juin 2022, en raison de l'augmentation saisonnière habituelle de l'endettement durant la première moitié de l'exercice. En comparaison de la dette à long terme de 682 millions \$ au 30 juin 2021, le solde plus élevé au 30 juin 2022 est attribuable au financement nécessaire aux acquisitions de Cahaba, de même qu'à l'effet de conversion des devises sur la dette à long terme libellée en dollars US.

Au 30 juin 2022, la Société avait un montant total disponible de 228 millions \$ (177 millions \$ US) en vertu des facilités de crédit rotatif de la Société de 547 millions \$ (425 millions \$ US).

Au 30 juin 2022, le ratio dette nette/BAIIA avait augmenté pour s'établir à 2,7 x, comparativement à 2,2 x à la fin du quatrième trimestre de 2021. Au 30 juin 2022, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1 515 millions \$ au 30 juin 2022, comparativement à 1 448 millions \$ au 31 décembre 2021.

Capitaux propres (en millions \$)	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021	Variation
Capital-actions	201	208	(7)
Résultats non distribués	1 206	1 161	45
Cumul des autres éléments du résultat global	108	79	29
Total des capitaux propres	1 515	1 448	67

L'augmentation des capitaux propres au 30 juin 2022 est attribuable à un résultat net de 140 millions \$ généré au cours des six premiers mois de 2022, en partie contrebalancé par des rachats d'actions d'un montant de 85 millions \$ et des dividendes d'un montant de 25 millions \$.

Le 8 novembre 2021, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 4 000 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 12 novembre 2021 et se terminant le 11 novembre 2022 (l'OPR « 2021-2022 »).

Le 8 mars 2022, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier son OPR 2021-2022 dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société aux fins d'annulation au cours de la période de 12 mois se terminant le 11 novembre 2022, pour le faire passer de 4 000 000 à 5 000 000 d'actions ordinaires, ce qui représente environ 10 % de ses actions ordinaires détenues par le public au

31 octobre 2021. La modification à l'OPR est entrée en vigueur le 14 mars 2022 et sera maintenue jusqu'au 11 novembre 2022 ou à toute date antérieure à laquelle la Société aura acquis le nombre maximal d'actions ordinaires autorisé aux termes de l'OPR.

Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2022, la Société a racheté aux fins d'annulation 1 286 804 actions ordinaires pour une contrepartie de 45 millions \$ aux termes de son OPR 2021-2022. Pour la période de six mois close le 30 juin 2022, la Société a racheté aux fins d'annulation 2 286 186 actions ordinaires pour une contrepartie de 85 millions \$. Depuis le début de l'OPR 2021-2022 le 12 novembre 2021, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 3 007 734 actions ordinaires pour une contrepartie de 115 millions \$.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions \$)	Périodes de trois mois closes		Périodes de six mois closes	
	les 30 juin		les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Activités d'exploitation	228	173	92	32
Activités de financement	(208)	(156)	(50)	(1)
Activités d'investissement	(20)	(17)	(42)	(31)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période	—	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de la période	—	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de la période	—	—	—	—

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 228 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, comparativement à 173 millions \$ lors de la même période en 2021, en raison principalement de l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie et d'une réduction des versements d'impôts sur le résultat, en partie contrebalancées par une baisse de la rentabilité. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 154 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, contre 171 millions \$ lors de la période correspondante en 2021. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont augmenté les liquidités de 98 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, en raison principalement d'une baisse saisonnière des stocks et d'une augmentation des comptes créditeurs et charges à payer.

Pour les six premiers mois de 2022, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 92 millions \$, comparativement à 32 millions \$ lors de la période correspondante en 2021. L'augmentation traduit essentiellement l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie, découlant en grande partie d'une réduction des stocks de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que d'une baisse des versements d'impôts sur le résultat, en partie contrebalancées par une baisse de la rentabilité. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 242 millions \$ au cours des six premiers mois, comparativement à 271 millions \$ lors de la même période en 2021. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 109 millions \$ au cours des six premiers mois de 2022, en raison

principalement d'une augmentation des créances qui fait suite à la hausse saisonnière des ventes au deuxième trimestre, en partie contrebalancée par la hausse des comptes créditeurs et charges à payer.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation tirées de rubriques sélectionnées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Résultat net	94	115	140	171
Dotation aux amortissements	21	19	42	36
Impôts sur le résultat exigibles	29	37	42	59
Autres	10	—	18	5
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	154	171	242	271
Créances	8	27	(144)	(144)
Stocks	65	36	5	(63)
Autres actifs courants	(9)	(1)	(16)	1
Comptes créditeurs et charges à payer	34	(25)	46	30
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	98	37	(109)	(176)
Intérêts versés	(5)	(3)	(13)	(11)
Impôts sur le résultat payés	(19)	(32)	(28)	(52)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	228	173	92	32

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement

Les activités de financement ont réduit les liquidités de 208 millions \$ au deuxième trimestre de 2022. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2022, la Société a réduit de 130 millions \$ ses emprunts nets aux termes de ses facilités de crédit, versé des dividendes d'un montant de 25 millions \$ et racheté des actions pour un montant de 44 millions \$. Au deuxième trimestre de 2021, les activités de financement avaient réduit les liquidités de 156 millions, en raison principalement d'une réduction de 109 millions \$ des emprunts nets de la Société, du versement de dividendes d'un montant de 24 millions \$ et du rachat d'actions pour un montant de 14 millions \$.

Pour les six premiers mois de 2022, les activités de financement ont réduit les liquidités de 50 millions \$, comparativement à un million \$ lors de la même période en 2021.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement tirées de rubriques sélectionnées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Variation nette des emprunts à court terme ⁽¹⁾	—	(135)	—	2
Variation nette des facilités de crédit rotatif	(192)	(84)	47	42
Remboursement net de la dette à long terme	62	110	30	47
Remboursement des obligations locatives	(9)	(9)	(19)	(17)
Dividendes sur les actions ordinaires	(25)	(24)	(25)	(24)
Rachat d'actions ordinaires	(44)	(14)	(83)	(51)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(208)	(156)	(50)	(1)

⁽¹⁾ Consiste en l'augmentation de la dette court-terme, le remboursement de la dette court-terme et la variation nette de la facilité de crédit rotatif à court terme

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 20 millions \$ au deuxième trimestre de 2022, comparativement à 17 millions \$ au deuxième trimestre de 2021, en raison de l'acquisition d'immobilisations corporelles et de dépenses liées à l'implantation du PGI.

Pour les six premiers mois de 2022, la Société a investi 42 millions \$, comparativement à des investissements de 31 millions \$ lors de la même période en 2021, essentiellement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement tirées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Acquisition d'immobilisations corporelles	(17)	(10)	(37)	(20)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3)	(6)	(5)	(10)
Autres	—	(1)	—	(1)
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(20)	(17)	(42)	(31)

Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 30 juin 2022 :

Obligations financières (en millions \$)	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	211	211	211	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme *	820	949	30	151	479	289
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives	149	162	40	57	36	29
Obligations financières	1 180	1 322	281	208	515	318

* Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 30 juin 2022.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 30 juin 2022, le capital-actions de la Société était constitué de 61 508 781 actions ordinaires émises et en circulation (63 773 252 au 31 décembre 2021).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour les périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2022 :

Nombre d'actions	Période de trois mois close le 30 juin 2022	Période de six mois close le 30 juin 2022
Solde au début de la période	62 782 068	63 773 252
Actions ordinaires rachetées	(1 286 804)	(2 286 186)
Régimes d'achat d'actions des employés	13 517	21 715
Solde à la clôture de la période	61 508 781	61 508 781

Au 9 août 2022, le capital-actions de la Société était constitué de 60 868 720 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 30 juin 2022, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées en vue d'acquies des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 30 000 (30 000 au 31 décembre 2021). Au 9 août 2022, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées était de 30 000.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans l'avenir demeurent sensiblement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2021.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Le 22 juillet 2022, Stella-Jones a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation du groupe Dinsmore Trucking (« Dinsmore »), une entreprise de transport spécialisé de poteaux et de billots. Les activités de Dinsmore sont principalement situées en Ontario et en Alberta, et l'entreprise dessert des clients d'un bout à l'autre du Canada ainsi que dans certaines régions des États-Unis. La contrepartie totale associée à l'acquisition s'élève à environ 9 millions \$. Puisqu'une grande partie des activités de la Société repose sur une base logistique solide,

l'acquisition d'actifs de camionnage, par le biais de cette acquisition, permettra à la Société de mieux servir son réseau et ses clients, grâce à un contrôle et une flexibilité accrues des opérations de transport.

b) Le 9 août 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action ordinaire, payable le 23 septembre 2022 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 6 septembre 2022. Il s'agit d'un dividende admissible.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans le futur demeurent essentiellement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2021.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrits à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2021 et 2020.

La Société établit ses états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux IFRS et au Manuel de CPA Canada, Comptabilité – Partie 1.

Pour préparer les états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif et du passif ainsi que sur la divulgation d'éléments d'actif et de passif éventuels aux dates des états financiers, de même que sur le montant des produits et des charges comptabilisés au cours des périodes visées. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état condensé consolidé intermédiaire du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité de la conception des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 juin 2022, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité de la conception de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que les CIIF ont été conçus de manière efficace au 30 juin 2022.

La direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Stella Jones Inc. a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI. Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés dans les catégories de produits qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés.

Il n'y a eu aucune autre modification des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2022 au 30 juin 2022 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Le 9 août 2022